

AJ Pénal

ACTUALITÉ JURIDIQUE PÉNAL

Dossier



L'EXPERT, LE MAGISTRAT ET L'AVOCAT

- 574 Le point sur la captation de l'image et des paroles dans l'enquête de police
Hervé Vlamynck
- 579 Le signalement par le psychologue est-il compatible avec le respect du secret professionnel ?
Geneviève Cédile
- 584 De la révocabilité du rappel à la loi en particulier et des alternatives aux poursuites en général
Ludovic Belfanti

DA|LOZ

EN SUPPLÉMENT

INDEX
2011

541 Éditorial

546 Au fil du mois

551 Dossier L'EXPERT, LE MAGISTRAT ET L'AVOCAT



La lecture et l'exploitation du rapport d'expertise criminalistique par le juge d'instruction

par Odile Simart.....551

La coordination scientifique des investigations criminelles. Une aide pour les magistrats

par Yves Schuliar.....555

L'expertise à l'épreuve de la contradiction : *errare expertum est* par Emmanuel Daoud et César Ghrénassia.....560

L'expertise pénale en enquête préliminaire et de flagrance. Le procureur de la République, prescripteur d'expertise par Camille Miansoni.....564

Améliorer la communication entre experts et magistrats par Charles Sauleau.....560

574 Pratiques

Le point sur la captation de l'image et des paroles dans l'enquête de police par Hervé Vlaminck.....574

Le signalement par le psychologue est-il compatible avec le respect du secret professionnel ? par Geneviève Cédile.....579

584 Jurisprudence

ARRÊT DU MOIS : Crim. 21 juin 2011, n° 11-80.003

De la révocabilité du rappel à la loi en particulier et des alternatives aux poursuites en général par Ludovic Belfanti.....584

Pénal général

LOI PÉNALE

Le respect du principe de la légalité : un rappel évident... mais nécessaire Cons. const., 16 sept. 2011, n° 2011-163-QPC.....588

RESPONSABILITÉ PÉNALE

La responsabilité pénale des personnes morales, une responsabilité plus que jamais personnelle Crim. 27 avr. 2011, n° 11-90.013.....589

Infractions

ABUS DE CONFIANCE

Abus de confiance dans le fait pour un serveur de s'abstenir volontairement de remettre à son employeur le prix de boissons à encaisser Crim. 5 oct. 2011, n° 10-88.722.....591

AGRESSION SEXUELLE

Infractions contre les mineurs : des délices de la prescription Crim. 20 juill. 2011, n° 11-83.106.....592

CIRCULATION ROUTIÈRE

La production d'un relevé de communications ne suffit pas à dédouaner le conducteur d'un véhicule en circulation pour usage d'un téléphone tenu en main Crim. 13 sept. 2011, n° 11-80.432.....593

PRESSE-COMMUNICATION

Communication en ligne : la responsabilité en cascade validée Cons. const. 16 sept. 2011, n° 2011-164-QPC.....594

En bref

VIE PRIVÉE

Lieu de culte et vie privée

Crim. 25 oct. 2011, n° 11-80.266.....41

Procédure pénale

ENFANCE DÉLINQUANCE

Tribunal pour enfants : constitutionnalité de la composition, inconstitutionnalité de la présidence par le juge ayant instruit l'affaire

Cons. const., 8 juill. 2011, n° 2011-147-QPC.....596

En bref

DÉTENTION PROVISOIRE ET CONTRÔLE JUDICIAIRE Avocat sous contrôle judiciaire et exercice de la profession

Crim. 12 oct. 2011, n° 11-85.885.....597

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE

Les indices apparents autorisant en flagrance l'ouverture forcée d'une valise peuvent être déduits de l'accumulation d'indices pendant une enquête préliminaire Crim. 5 oct. 2011, n° 11-81.125.....598

JUGEMENT

Le prévenu détenu à l'étranger ne saurait être jugé en son absence sauf renonciation à sa comparution Crim. 29 juin 2011, n° 10-83.466.....600

JURIDICTION DE PROXIMITÉ

Compétence exclusive du juge de proximité pour procéder à un supplément d'information Crim. 20 juill. 2011, n° 10-83.846.....601

MANDAT

Mandat d'arrêt et mandat d'amener : constitutionnalité, inconstitutionnalité et avancées législatives Cons. const., 24 juin 2011, n° 2011-133-QPC.....602

Exécution des peines

LIBÉRATION CONDITIONNELLE

Les réductions de peines futures comptent pour le calcul du temps d'épreuve de la libération conditionnelle Crim. 28 avr. 2011, n° 10-88.890.....604

PRISON

Bis repetita. Encore une condamnation par la Cour européenne de la procédure de recours en droit disciplinaire pénitentiaire

CEDH 3 nov. 2011, n° 32010/07, *Cocaign c/ France* et CEDH 10 nov. 2011, n° 48337/09, *Pathey c/ France*.605

ABUS DE CONFIANCE	ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS	
	■ Détournement.....	591
ACTION PUBLIQUE Arrêt du mois	RAPPEL À LA LOI	
	■ Révocabilité.....	584
AGRESSION SEXUELLE	PRESCRIPTION	
	■ Victime mineure au moment des faits.....	592
ATTEINTE À LA VIE PRIVÉE	MARIAGE	
	■ Lieu de culte.....	595
CIRCULATION ROUTIÈRE	TÉLÉPHONE AU VOLANT	
	■ SMS.....	593
CONTRÔLE JUDICIAIRE	AVOCAT	
	■ Exercice de la profession.....	597
L'EXPERTISE	LES RELATIONS DE L'EXPERT ET DE LA JUSTICE	
Dossier	■ La coordination scientifique des investigations.....	555
Dossier	■ L'expertise et les droits de la défense.....	560
Dossier	■ L'exploitation du rapport par le juge d'instruction.....	552
Dossier	■ Le langage scientifique décodé pour les juristes.....	568
Dossier	■ Le parquet prescripteur d'expertise.....	564
ENQUÊTE Pratiques	CAPTATION DE L'IMAGE ET DES PAROLES	
	■ Pouvoirs de la police.....	574
	■ Perquisition.....	
	■ Nature de l'enquête.....	598
JUGEMENT	COMPARUTION DU PRÉVENU	
	■ Empêchement.....	600
JURIDICTION DE PROXIMITÉ	SUPPLÉMENT D'INFORMATION	
	■ Compétence.....	601
LÉGALITÉ DES DÉLITS	INCRIMINATION	
	■ Inceste.....	588
LIBÉRATION CONDITIONNELLE	RÉDUCTIONS DE PEINE	
	■ Calcul.....	604
MANDAT	PRÉSENTATION AU JUGE	
	■ Constitutionnalité.....	602
MINEURS DÉLINQUANTS	TRIBUNAL POUR ENFANTS	
	■ Composition.....	596
PRISON	SANCTION DISCIPLINAIRE	
	■ Recours effectif.....	605
PRESSE	FORUM DE DISCUSSION	
	■ Responsabilité pénale.....	594
RESPONSABILITÉ PÉNALE	PERSONNE MORALE	
	■ Constitutionnalité.....	589
SECRET PROFESSIONNEL Pratiques	PSYCHOLOGUE	
	■ Signalement d'une infraction.....	580